TABLE DES MATIÈRES

Le Problème de l'assainissement financier.

La participation du Parlement à l'œuvre du redressement. — Le vote du budget avant le 31 décembre pendant deux années successives. 5

La Situation financière lors de l'arrivée au pouvoir du Gouvernement actuel.

Situation de la Trésorerie à la fin du mois de juillet 1926 13
La stabilisation immédiate et la ratification des accords de Londres et de Washington présentées dans certains milieux comme conditions du redressement. 17
Les objections socialistes 18

Les Résultats de dix-huit mois d'efforts et de concorde nationale.

Le redressement du franc 32
Le retour de la confiance dans le crédit de l'État. 33
Les remboursements des avances de la Banque de France 36
Les modifications apportées au taux de l'escompte 37
La consolidation facultative des valeurs venant à échéance 38
La reconstitution de nos encaisses à l'étranger . 39
Les échéances de la Dette flottante 40

L'Équilibre budgétaire.

Améliorations fiscales. — Relèvement des traitements et pensions. — Progrès accomplis dans l'ordre économique et social.

La réalisation de l'équilibre budgétaire 42
Suppression de la taxe civique 43
Dégrèvement de l'impôt sur les bénéfices agricoles 44
Diminution des impôts frappant les valeurs mobilières. 44
Diminution des droits de succession 44
Abaissement et remaniement de certaines contributions indirectes 45
Le relèvement des traitements des fonctionnaires. 46
Le relèvement des pensions 52
Les dépenses d'ordre social 57
a) Secours aux femmes en couches et encouragement à la natalité. 57
b) Les habitations à bon marché 60
c) Les routes. 64
d) L'électrification des campagnes 65
e) Le crédit agricole 67
La sécurité nationale 68

Dette publique et amortissement.

Consolidation facultative de la Dette à court terme. Allongement et échelonnement des échéances.

Dans quelle mesure doit jouer l'amortissement . 69
Montant des sommes consacrées à l'amortissement 71
a) Amortissement budgétaire 71
b) Amortissement sur les fonds de la Caisse autonome. 72

c) Amortissement sur les produits du plan Dawes 73
L'amortissement ne peut être réduit 74
Les opérations de consolidation facultative . . . 75
Les paiements de dommages de guerre par annuités. 80
Les amortissements de notre dette intérieure. . 81
Conséquences de ces opérations 81
La politique de consolidation poursuivie a fortifié le crédit public et abaissé le taux de l'intérêt 86
L'augmentation des crédits affectés au paiement des pensions 88
La Caisse autonome d'amortissement 89
La restauration de la confiance dans le crédit de l'État 92

Le Circuit monétaire et l'assainissement du marché.

Achats de devises étrangères. — Réduction de la Dette flottante et de la Dette à vue par l'émission effectuée au mois de juillet 1927. — La circulation des billets de la Banque de France.

Les comptes de dépôt de fonds au Trésor . . . 95
Le gonflement de ces comptes, qui a été constaté à certaines périodes, provenait de l'application de la loi du 7 août 1926 96
Les achats de devises de la Banque de France. . 97
Le circuit monétaire 98
L'emprunt monétaire du mois de juillet 1927. . 100
Les résultats de l'emprunt. 102
L'œuvre du Parlement 105
Le remboursement des avances de la Banque de France à l'État 108
L'accroissement de la circulation fiduciaire . . 110

La suspension de l'application de la loi interdisant l'exportation des capitaux 115
La circulation gagée 116
Les augmentations de la circulation fiduciaire avant la guerre 117
La circulation actuelle n'offre rien d'inquiétant. 118

Le Concours apporté par les Banques à l'État.

L'indépendance de l'État envers les banques. — Examen des prétendus privilèges des banques dans le domaine économique et fiscal.

Les rapports de l'État et des banques 120
Les avances des banques à l'État 121
Les banques n'ont au regard du fisc aucune situation privilégiée. — Les contrôles auxquels elles sont assujetties 127

Le Marché des rentes.

Plus-value résultant de la hausse des cours.

La valeur du portefeuille des porteurs de rentes s'est accrue de plus de 50 milliards de francs de fin juillet 1926 à fin janvier 1928 131

La Situation économique du pays.

L'activité artificielle et factice de l'année 1926. — Le chômage et la crise industrielle : leur décroissance. — Nécessité pour la nation de s'adapter à un régime sain.

Les difficultés économiques et les conséquences du désordre monétaire 135
Le trafic des moyens de transport 137
La crise était inévitable, mais elle est en décroissance. 140
La balance commerciale. 144
Nécessité de défendre l'intérêt général 145

La Question de la réforme monétaire.

Les problèmes que soulève la stabilisation.

Faut-il substituer à la stabilité de fait de la monnaie une réforme monétaire immédiate? 146
La proposition socialiste. 148
La réforme monétaire accomplie, les difficultés subsisteront. 152

La Consolidation forcée et l'impôt sur le capital.

Les succès obtenus par la politique de consolidation volontaire rendent inutiles et dangereux la consolidation forcée et le prélèvement sur le capital. — L'œuvre entreprise par la Caisse autonome d'amortissement : ses résultats.

Les projets de consolidation massive de la Dette flottante et de prélèvement sur le capital. . 161
La consolidation forcée. — Rien ne peut plus l'excuser. 162
Le programme de la Caisse autonome 163
a) Les ressources que s'est constituées la Caisse autonome. 163
b) L'amortissement effectué par la Caisse autonome. 164
c) La question de l'extension des attributions de la Caisse autonome 166
Examen du prélèvement sur le capital ou d'une contribution exceptionnelle sur la fortune . . 167
L'idée de l'impôt sur la fortune n'est pas nouvelle 170
Difficultés auxquelles se heurterait l'assiette de l'impôt sur le capital ou sur la fortune 171
Examen des critiques relatives à la « superfiscalité » 179
Les victimes d'une opération de prélèvement sur le capital. 181